



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général du Gouvernement
Direction des services administratifs et financiers

**PRODUCTION D'UN BAROMETRE ANNUEL DES
DISCRIMINATIONS DANS L'ACCES A L'EMPLOI POUR LA
DILCRAH**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P)**

Numéro de la consultation	24_BAM_719
--------------------------------------	------------

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article 1 :	CONTEXTE DU MARCHÉ.....	3
Article 2 :	OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 3 :	ATTENDUS DU MARCHÉ.....	4
Article 4 :	PARTIES AU MARCHÉ	5
Article 5 :	OBLIGATIONS DES PARTIES.....	5
Article 6 :	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET PRINCIPES METHODOLOGIQUES	6
Article 7 :	PHASAGE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES.....	7
Article 8 :	DURÉE ET LIEU D'EXECUTION DES DIFFERENTES PRESTATIONS 10	10
Article 9 :	CALENDRIER D'EXECUTION.....	10
Article 10 :	COORDINATION ET SUIVI	11
Article 11 :	TRANSFERABILITE.....	11

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Article 1 : CONTEXTE DU MARCHE.

Placée sous l'autorité du Premier ministre, la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) est chargée de concevoir, de coordonner et d'animer la politique de l'État en matière de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine-anti-LGBT. La délégation a été créée en février 2012 et son champ d'intervention s'est élargi à la lutte contre la haine et les discriminations anti-LGBT+ en 2016, à la suite de la recommandation d'institutions européennes.

Dirigée par Matthias OTT depuis le 3 février 2025, elle exerce un rôle de conseil et d'animation auprès des ministères et a vocation à être l'interlocutrice privilégiée des acteurs institutionnels et associatifs de défense des droits de l'Homme, et de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT+.

Les principales missions de la DILCRAH consistent, sur ses champs de compétences, à :

- Accompagner et soutenir les associations et acteurs de terrain ;
- Former les agents publics ;
- Sensibiliser la jeunesse ;
- Lutter contre la haine en ligne ;
- Représenter la France à l'international.

Dans le cadre de son dernier plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine (2023-2026), la DILCRAH déploie ses compétences en matière de lutte contre les discriminations liées à l'origine.

Ces compétences conférées à la DILCRAH marquent la volonté de l'Etat de renforcer la lutte contre toutes les formes de discriminations.

Le droit de la non-discrimination, dont la première étape de construction fut celle de la loi Pleven de 1972, est aujourd'hui très complet et permet de sanctionner 26 motifs potentiels de discrimination.

Si cet arsenal législatif est indispensable, il ne peut permettre à lui seul de prévenir et de corriger l'ensemble des phénomènes discriminatoires.

De nombreuses enquêtes et témoignages continuent de documenter l'existence réelle et importante de discriminations. A titre d'illustration, la dernière enquête « Trajectoire et Origine 2 » (TeO2) démontre que le sentiment discriminatoire augmente. En 2019-2020, 18% des personnes des 18-49 ans déclarent avoir subi « des traitements inégaux ou des discriminations » contre 14% en 2008-2009.

Ces discriminations, qui parfois se cumulent, affectent des domaines essentiels de la vie comme l'accès à l'emploi, l'accès à un logement ou plus largement l'accès à des services publics ou privés (comme l'accès aux soins ou l'accès aux loisirs).

Les victimes, parfois résignées, sont peu nombreuses à entamer une démarche. Seules 8% des personnes ayant déclaré avoir subi une discrimination ont entrepris une démarche auprès

d'une association, d'un syndicat ou du Défenseur des droits. Seules 2% portent plainte. De fait, la plus grande sensibilisation aux discriminations ne se traduit pas par une plus grande capacité à faire valoir ses droits.

Conscients de la nécessité de renforcer la lutte contre les discriminations, les pouvoirs publics souhaitent bâtir de nouveaux instruments de politique publique pour améliorer les dispositifs publics de lutte contre les discriminations, conformément au dernier plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine (2023-2026).

Article 2 : OBJET DU MARCHÉ

Ce marché public a pour objet la réalisation de prestations d'études sur les discriminations à l'accès à l'emploi par la méthode dite de « testing » avec pour objectif la production d'un baromètre annuel des discriminations pour le compte de la DILCRAH. Les tests porteront sur certains critères de discrimination, en particulier les critères de discrimination relatifs à l'origine dans le champ de l'accès à l'emploi.

Article 3 : ATTENDUS DU MARCHÉ

Lutter au mieux contre les discriminations nécessite d'abord d'être en capacité de les objectiver.

Si des initiatives notables en la matière ont pu être réalisées ces dernières années par des associations, des institutions comme le Défenseur des droits, des laboratoires de recherche ou par d'autres administrations, celles-ci demeurent dispersées et partielles.

L'Etat souhaite aujourd'hui se doter d'un véritable instrument de politique publique à l'échelon national qui aurait pour rôle de quantifier l'ampleur des discriminations et de mesurer leur évolution dans le temps.

La création et le déploiement de cet instrument s'inscrit pleinement dans le plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations liées à l'origine (2023-2026) qui prévoit notamment de « *systématiser les testings sur les discriminations à l'embauche et dans le monde du travail* ».

Ce marché public doit permettre d'aboutir à la production d'un baromètre annuel des discriminations dans l'accès à l'emploi.

Ce dispositif est financé et piloté par la DILCRAH pour un budget prévisionnel annuel de 500 000 euros, non contractuel

La méthodologie retenue par la puissance publique pour objectiver les phénomènes discriminatoires est celle dite du « testing », ou méthode par correspondance. La DILCRAH ne dispose cependant ni des moyens techniques, ni de l'expertise scientifique pour réaliser elle-même des vagues de testing et pour produire, après analyse des données, un baromètre annuel des discriminations, et donc a recours à cette dévolution sous forme de marché public.

Article 4 : PARTIES AU MARCHÉ

Le présent marché est conclu entre :

- Un titulaire du marché, incluant dans son offre de service à la fois les prestations de conception de l'étude, de réalisation de vagues de testing, de récolte des données et d'analyse de celles-ci. Dans le cas où plusieurs opérateurs économiques se partagent l'exécution de ces prestations, il est attendu que le pilotage soit effectué par le titulaire du marché et, le cas échéant, par le mandataire en cas de groupement ;
- La DILCRAH, chargée de représenter la puissance publique et de garantir la viabilité stratégique, opérationnelle et financière de la production du baromètre annuel des discriminations.

Article 5 : OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les obligations suivantes :

- Participer aux réunions organisées avec la DILCRAH ;
- Garantir la faisabilité de la vague de testing envisagée ;
- Garantir la fiabilité et la rigueur scientifique de la méthodologie décidée ;
- Réaliser la vague de testing conformément aux modalités prévues au marché et décidées lors de la phase n°1 ;
- Respecter l'ensemble des obligations définies dans le marché (confidentialité, respect des normes relatives à la récolte, au stockage et à la protection des données) ;
- Réaliser dans le délai imparti la vague de testing ;
- Céder la propriété des données récoltées à la DILCRAH.
- Réaliser des réunions de suivi régulières avec le pouvoir adjudicateur ;
- Analyser les données récoltées ;
- Produire les livrables à destination de la DILCRAH et décrit dans le marché ;
- Produire une communication des résultats auprès du grand public après concertation avec la DILCRAH.

5.2 OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION

L'administration s'engage à respecter les obligations particulières suivantes :

- Participer aux réunions de concertation avec titulaire du marché ;
- Indiquer les priorités des pouvoirs publics en matière de motifs de discrimination et domaines d'étude à tester ;
- Participer à l'ensemble des réunions de suivi planifiées avec le titulaire.
- Garantir au titulaire du marché la libre utilisation des données récoltées conformément au paragraphe sur la réutilisation des résultats par le titulaire au 7.2 du CCAP.

Article 6 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET PRINCIPES METHODOLOGIQUES

Le titulaire du marché doit répondre aux objectifs fixés par l'article 2 et 3 du présent cahier des clauses techniques particulières. L'intérêt de la production d'un baromètre annuel des discriminations dépend entièrement de la fiabilité de la méthodologie utilisée et de la qualité d'analyse des résultats obtenus lors des vagues de testing.

C'est pourquoi, l'offre du titulaire fait apparaître le cadre général des protocoles utilisés pour la phase de testing. Les protocoles et méthodologies proposés doivent garantir l'entière fiabilité des données récoltées et des résultats obtenus.

Le titulaire détermine la méthodologie dans le respect des principes fixés ci-dessous par l'administration :

- Les candidatures fictives concerneront uniquement des offres d'emplois éditées par les employeurs (offres réelles d'emploi). Les candidatures spontanées sont donc exclues ;
- L'étude menée devra concerner à la fois des hommes et des femmes et présenter cette ventilation dans les résultats produits ;
- La campagne de testing devra concerner plusieurs territoires en France pour assurer une diversité des résultats.
- La collecte des données nécessaire aux analyses à réaliser dans le cadre du présent marché est limitée à la seule identification de la structure employeuse et non des personnels amenés à interagir dans le cadre du testing réalisé. A défaut, une anonymisation des données personnelles devra être réalisée par le titulaire.

Pour chaque campagne de testing, les exigences minimales sont les suivantes :

- Au moins 2500 offres réelles à tester ;

- Au moins 8 métiers testés;
- Au moins 7 500 faux CV envoyés ;
- Au moins 2 critères de discrimination testés.

Les éléments complémentaires de définition de ce besoin ainsi que les besoins et les exigences de chaque autre campagne seront précisés.

Le titulaire doit être en capacité de :

- Garantir la qualité rédactionnelle des fausses candidatures (faux-CV) ;
- Circonscrire le risque de détection par les employeurs dans la mesure où ce dernier, bien qu'inconnu, peut affecter les résultats du testing.;
- Répondre à des offres réelles d'emploi ;
- Suivre les candidatures envoyées et en assurer un reporting précis auprès de l'Administration.

Le mémoire technique du titulaire précise le protocole d'étude appliqué à chaque campagne de testing, basé sur une série d'éléments : (patronyme, sexe, lieu de résidence)

Le mémoire technique du titulaire explicite également les méthodes de comparaison statistique qui seront utilisées.

Dans le cadre du mémoire technique le titulaire présente et propose des options méthodologiques à l'administration relatifs aux motifs de discrimination et terrains d'étude préalablement définis. La phase 1 permet d'affiner les adaptations de méthodologie propres à chaque étude, l'administration retient une méthodologie précise préalablement à la phase sur la base des propositions présentées par le titulaire du marché.

Article 7 : PHASAGE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES

La mission confiée au titulaire se décompose en 4 phases. La durée détaillée de chacune de ces phases est celle correspondant à la production du baromètre annuel.

Phase 1 - Préparation du lancement de la vague de testings (environ 1 mois) - Unités d'œuvres (U.O) 1.1 à 1.3 du B.P.U :

La réalisation d'un baromètre annuel des discriminations suppose avant toute chose de définir :

- La liste des critères de discrimination qui seront retenus ;
- Les métiers qui feront l'objet du testing.

Ce double choix se réalise par une construction commune et une aide à la décision pour la DILCRAH. Ce processus est nécessaire pour confirmer la faisabilité du testing envisagé, relativement au budget disponible et aux complexités particulières attachées à chaque motif de discrimination ou domaine testé.

Durant cette phase 1 et durant la phase 3 de production du Baromètre, l'administration met à disposition du titulaire, dans la mesure du possible, les données et/ou études produites par ses

propres organismes et qui pourraient être jugées utiles par le titulaire dans le cadre de ces travaux.

Le baromètre des discriminations étant un instrument de politique publique, il revient à la DILCRAH, une fois cette phase réalisée, de décider des motifs de discrimination et des métiers retenus pour l'année N.

Cette décision se réalise au regard des priorités identifiées par les pouvoirs publics, du budget disponible et des observations et contraintes présentées par le titulaire du marché.

Livrable : Note comprenant les éléments listés ci-dessous.

Phase 2 - Réalisation de la vague de testings (environ 9 mois) Unités d'œuvres (U.O) 2.1 à 3.7 du B.P.U.

Une fois les motifs de discrimination et les métiers définis, le titulaire doit réaliser la vague de testings.

Celui-ci devra garantir :

- Que la vague de testings respecte en tous points la méthodologie définie et adoptée préalablement au lancement du testings conformément à l'offre du titulaire et à l'étude de la phase 1 telle que validée par la DILCRAH ;
- Que le nombre prévu de tests qu'il s'est engagé à réaliser soit respecté ;
- Qu'une confidentialité complète et absolue des données récoltées soit respectée par ses collaborateurs ;
- Que la vague de testings pratiquée soit conforme à l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires applicables à l'espèce, notamment en matière de récolte et de stockage des données.

Le comité de pilotage se réunit régulièrement afin de suivre l'état d'avancement de la vague de testings.

Le titulaire s'engage à avertir le pouvoir adjudicateur en cas de retards ou d'incidents rencontrés.

Livrables :

- tableaux de reportings comprenant, a minima, le volume de CV transmis, les employeurs destinataires de ceux-ci, le suivi et le contenu des retours des testings.
- transmission :
 - des preuves d'envoi des CV,
 - des CV envoyés,
 - des offres réelles testées.

- à mi-parcours des vagues de testing, la DILCRAH devra bénéficier d'une première présentation (orale et/ou écrite) des résultats intermédiaires de l'étude.

Phase 3 – Production du baromètre (environ 2 mois). Unités d'œuvres (U.O) 4.1 à 6.3 du B.P.U.

Une fois la vague de testings achevée, la propriété de l'intégralité de la donnée récoltée doit appartenir au titulaire du marché et il doit en céder le droit d'utilisation à la DILCRAH conformément à l'article 7 du CCAP.

Livrables :

Après réception des données, il est attendu du titulaire du marché qu'il les analyse et produise un baromètre des discriminations. Concrètement, ce baromètre :

- Prend la forme d'un rapport écrit remis à la DILCRAH. Celui-ci doit essentiellement contenir une description précise et détaillée du niveau de discrimination révélé par motif de discrimination et par métiers. Le rapport écrit fournit également des éléments d'explications et hypothèses qui éclairent les résultats obtenus et leur potentielle hétérogénéité. Par ailleurs, le titulaire du marché pourra formuler des avis et recommandations présentés en annexe du rapport écrit à la destination unique de la DILCRAH. Dans le cas où la vague de testings
- concerne les mêmes critères et mêmes métiers qu'une production précédente pendant la durée du marché, le rapport écrit prendra la forme d'une mise à jour de celui déjà produit avec un comparatif d'évolution ;
- Sera complété par une note de synthèse qui reprendra les grands enseignements du baromètre et sera, dans sa forme et son expression, accessible au grand public.

Phase 4 – Communication des résultats (environ 1 mois). Unités d'œuvres (U.O) 7.1 à 7.3 du B.P.U.

Une fois le rapport écrit, la note de synthèse rédigée et un powerpoint présentant celle-ci réalisé, le titulaire du marché sera chargé de communiquer oralement les résultats du baromètre à la DILCRAH et, le cas échéant, au grand public ou d'accompagner cette communication publique. Le format, le cadre et la temporalité de cette communication fait l'objet d'un échange et d'une validation par la DILCRAH.

Livrables : communication interne et/ou externe.

Article 8 : DUREE ET LIEU D'EXECUTION DES DIFFERENTES PRESTATIONS

Le baromètre des discriminations est produit annuellement conformément au phasage des prestations, prévu au présent marché. Chaque année, le titulaire reproduit le même fonctionnement et la même temporalité.

Pour exemple, le calendrier envisagé de la première vague de testings :

Septembre 2025	Pré étude et choix par le comité de pilotage des motifs de discrimination et métiers à tester retenus.
Octobre 2025 – Juin 2026	Collecte des données par le prestataire testeur
Juin-Septembre 2026	Analyse des données par le titulaire du marché et production du rapport écrit + note de synthèse
Septembre 2026	Communication au grand public des résultats du premier baromètre annuel finalisé et consolidé + lancement du second baromètre.

Les vagues de testings seront exclusivement réalisées sur le territoire national (territoire hexagonal comme sur l'ensemble des 12 territoires d'Outre-mer).

Article 9 : CALENDRIER D'EXECUTION

Il est attendu que la production du baromètre annuel s'étale chaque année comme suit, à compter de la date de notification du marché :

Phase 1 : La phase 1 dure 1 mois à partir du début d'exécution annuelle du marché. Elle consiste à définir les motifs de discriminations et les métiers retenus pour la « vague test » ;

Phase 2 : La phase 2 dure au maximum 9 mois. Celle-ci est consacrée à la récolte des données par le titulaire. Environ à mi-parcours de cette seconde phase, l'administration peut demander au titulaire du marché de présenter à l'administration de l'avancée des travaux et des premiers résultats relatifs aux premières opérations de testings.

Phase 3 : La phase 3 dure au maximum 2 mois. Cette phase est celle de l'analyse par le titulaire des données récoltées et de la production des livrables attendus par la DILCRAH.

Phase 4 : La phase 4 est celle de l'annonce des résultats des résultats de chaque vague de testings.

Les durées d'exécutions exactes seront inscrites aux bons de commande formalisant chaque phase.

Article 10 : COORDINATION ET SUIVI

Si la réalisation concrète et opérationnelle du baromètre annuel est confiée au titulaire du marché et à son prestataire, celle-ci est encadrée par un comité de pilotage.

Ce comité de pilotage est composé :

- D'un ou de plusieurs représentants de l'Administration ;
- D'un ou de plusieurs représentants du titulaire du marché ;
- Le cas échéant, d'un ou de plusieurs représentants sous-traitants.

Le comité de pilotage se réunit en tant que de besoin lors des différentes phases d'élaboration, de production et de restitution du baromètre et prend ses décisions dans les conditions prévues aux différents articles du présent cahier des clauses techniques particulières.

Le comité de pilotage se réunit notamment :

- Dans la phase 1 relative au choix des motifs de discrimination et terrains d'étude testés ainsi que des protocoles méthodologiques retenus ;
- Dans la phase 2 pour réaliser un suivi régulier de la bonne exécution de la vague de testings ;
- Dans la phase 3 dans le cadre du rendu des livrables par le titulaire à la DILCRAH ;
- Dans la phase 4 relative à la communication du baromètre en interne et/ou au grand public.

Article 11 : TRANSFERABILITE

A l'issue du marché, le Titulaire s'engage à rendre tous les éléments et toutes les données utilisés et résultats du marché pour l'usage ultérieur de la part de l'administration. Dans le cas où un nouveau titulaire de marché serait désigné lors d'une consultation de renouvellement, le Titulaire s'engage de la même façon à lui transférer pour permettre une continuité dans les prestations futures. Il s'engage à répondre à toutes les sollicitations du nouveau titulaire dans la phase d'initialisation du nouveau marché et en tant que de besoin à la demande de l'administration pendant toute l'exécution du nouveau contrat.

Le Titulaire après la fin du marché détruit toutes les données fournies par l'administration préalablement au marché et tous les résultats qu'il n'est pas autorisé à conserver au titre de l'article 8. Il apporte la preuve de cette destruction à l'administration.